

Question orale – Conseil municipal du 7 juillet 2022

Matthieu DREVELLE – Groupe Pontoise Ecologique et Solidaire

La semaine dernière, le magazine l'Obs publiait une enquête sur l'état des crèches en France. On y lit les économies de bout de chandelle, les locaux dangereux ou vétustes, le manque de personnel qualifié faute d'attractivité du secteur, la perte de sens du métier, l'épuisement et le travail à la chaîne lors des changes et des repas. On y explique comment une professionnelle peut se retrouver seule avec une douzaine de bébés puisque les taux d'encadrement ne prennent pas en compte les pauses ou les tâches effectuées hors section. On y évoque pudiquement les douces violences et les mensonges aux parents. On y comprend alors les risques pour le bien-être des enfants, pour leur vie parfois.

Tout cela n'est hélas pas une découverte, depuis plusieurs années, le secteur de la petite enfance fait régulièrement grève pour dénoncer le manque de moyens et les conditions de travail et d'accueil.

Mais là où l'enquête est encore plus glaçante, c'est lorsqu'elle se penche sur les pratiques des groupes privés. Ici, c'est la recherche de profits qui justifie la maltraitance : tant pis si le personnel est en nombre insuffisant car on ne remplace pas les absentes, tant pis si les enfants ne mangent pas à leur faim, tant pis si les couches ne sont changées qu'une seule fois dans la journée... L'important, c'est le bénéfice. On est dans la même logique qu'Orpéa... et comme les contrôles sont rares et prévus à l'avance, aucune chance de se faire attraper.

Actuellement, une procédure de délégation de service publique est en cours pour la gestion de la future crèche Bossu. En conseil, cette DSP nous a été présentée comme un fabuleux moyen de faire des économies par rapport à une gestion municipale et de se décharger de la responsabilité technique, juridique et financière. A l'époque, seul notre groupe a voté contre le principe d'une DSP. Nous alertions déjà sur le fait que ces économies seraient réalisées au détriment des conditions de travail des professionnelles, de la sécurité et du bien-être des enfants. La parole qui se libère dans les crèches, avec notamment des témoignages accablants de maltraitance dans le groupe people&baby remontés par Radio France cette semaine, nous donne malheureusement raison.

Nos questions sont alors claires :

- Pouvez-vous nous garantir que les crèches pontoisiennes bénéficient de locaux de qualité, de consommables et de personnel qualifié en nombre suffisant pour garantir, à tout moment de la journée, la sécurité et le bien-être des enfants accueillis ?
- Est-il envisageable d'organiser une visite des différents EAJE de la ville, ouverte aux représentants des groupes minoritaires ?
- N'est-il pas temps de remettre en cause les délégations de gestion des crèches de la ville au privé lucratif, dont on voit aujourd'hui le vrai visage, pour remettre le bien-être et la sécurité des enfants et des professionnelles aux centres des préoccupations ?